



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

baisse du pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 599

Texte de la question

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT

**M. le président.** La parole est à M. Rémi Delatte, pour le groupe Les Républicains.

**M. Rémi Delatte.** Monsieur le Premier ministre, le candidat Emmanuel Macron s'était fait fort d'être le Président du pouvoir d'achat. Or, aujourd'hui, les Français voient leur pouvoir d'achat régresser. Le compte n'y est pas, puisqu'ils payent 1,7 point de contribution sociale généralisée – CSG – en plus, sans aucune contrepartie, notamment pour les retraités.

**Un député du groupe REM .** Pour les actifs, c'est mieux !

**M. Rémi Delatte.** Le compte n'y est pas pour les familles, qui subissent le coup de rabot sur les aides personnalisées au logement et bientôt celui sur la prestation d'accueil du jeune enfant.

**M. Jean-Paul Lecoq.** Sarkozy a fait la même chose !

**M. Rémi Delatte.** Le compte n'y est pas dès lors que les automobilistes sont soumis à une hausse sans précédent du prix des carburants, du tarif des péages autoroutiers, sans oublier le forfait de post-stationnement.

**M. Jean Lassalle.** Très bien !

**M. Rémi Delatte.** Le compte n'y est pas quand les usagers doivent supporter une augmentation des prix de l'énergie, des timbres, des assurances, des mutuelles et du tabac. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR.)*

**Un député du groupe REM .** Et vous qui vouliez augmenter la TVA !

**M. Rémi Delatte.** Le compte n'y est pas quand le point d'indice de la rémunération des fonctionnaires est gelé, comme le sont les pensions de retraite.

Le Président Macron déclarait hier : « Je ne suis pas obsédé par le fait qu'[... ] on ne me fasse pas confiance sur le pouvoir d'achat ». Voilà qui en dit long ! Sa déclaration sonne comme un aveu d'échec.

Monsieur le Premier ministre, nous ne nous contenterons pas de votre réplique habituelle sur la baisse des charges sur le travail ou la suppression programmée de la taxe d'habitation. Pour une fois, la répétition n'a pas force de pédagogie, car la réalité, c'est que votre gouvernement ponctionne toujours plus nos concitoyens.

Monsieur le Premier ministre, allez-vous réorienter votre politique pour faire de l'année 2018 celle du pouvoir d'achat des Français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

**M. Jean Lassalle.** Très bien !

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

**M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.** Monsieur le député, je vous sais, comme beaucoup de parlementaires, profondément attaché à une valeur :...

**M. Laurent Furst.** La fidélité !

**M. Bruno Le Maire, ministre .** ...la valeur travail. C'est cette valeur que la politique menée par le Premier ministre et le Président de la République veut promouvoir. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM. - Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Notre réponse aux attentes des Français en matière de pouvoir d'achat, c'est plus de travail et plus d'emploi pour tous les Français. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*) C'est 237 000 créations nettes d'emplois en 2017 et sans doute plus de 200 000 emplois créés dans le secteur marchand en 2018. C'est par le travail que l'on gagne sa vie en France. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*) C'est parce que nous rémunérerons mieux le travail que les Français vivront mieux.

Oui, nous avons décidé de supprimer toutes les cotisations sociales sur l'assurance maladie et sur l'assurance chômage : 21 millions de salariés français vont voir, en 2018, leur rémunération augmenter. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*)

**Mme Émilie Bonnavard.** Pour ceux qui sont au SMIC, cela fait 11 euros par mois !

**M. Bruno Le Maire, ministre .** Oui, nous le faisons progressivement, et c'est sans doute pour cela, je le reconnais bien volontiers, que les Français ne le perçoivent pas suffisamment aujourd'hui. Par sens des responsabilités, nous avons voulu faire les choses progressivement,...

**M. Stéphane Le Foll.** Sauf lorsqu'il s'agit de supprimer l'impôt de solidarité sur la fortune !

**M. Bruno Le Maire, ministre.** ...pour éviter de creuser les déficits de la nation française. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*)

Oui, nous avons augmenté la prime d'activité, et nous poursuivrons avec constance cette politique de revalorisation du travail pendant tout le quinquennat. Comme l'a dit le Premier ministre, nous sommes disposés à exonérer de cotisations sociales les heures supplémentaires, pour que tous ceux qui travaillent plus puissent avoir de meilleures rémunérations. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR. - Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et UDI-Agir.*)

Nous avons décidé d'augmenter la rémunération des apprentis âgés de seize à vingt ans : c'est aussi une manière de récompenser le travail. Notre politique restera la même : c'est par le travail que l'on gagne sa vie en France. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et UDI-Agir.*)

**M. Daniel Fasquelle.** Et après une vie de travail, on a droit à une bonne retraite !

Données clés

**Auteur :** [M. Rémi Delatte](#)

**Circonscription :** Côte-d'Or (2<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 599

**Rubrique** : Politique économique

**Ministère interrogé** : Économie et finances

**Ministère attributaire** : Économie et finances

Date(s) clé(e)s

**Question publiée au JO le** : [15 février 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 février 2018](#)